

sociétés européennes (crise économique mais aussi identitaire) pousse à une représentation sous la forme de "menaces" des graves problèmes — non militaires ! — qui se posent au Sud. D'autre part le système stratégique ouest-européen en pleine mutation cherche à redéfinir à la fois ses raisons d'être, ses missions et ses orientations.

Il est clair qu'à travers l'évolution de la situation algérienne et de la "posture" française à son égard se définira une profonde et déchirante **révision géopolitique et géostratégique** non seulement de la France mais de l'Europe en Méditerranée.

D'où la nécessité pour ceux qui refusent de se laisser entraîner dans une nouvelle "guerre d'Algérie" de clarifier les enjeux. Tâche difficile dans la mesure où les éléments d'une alternative économique et politique démocratique restent encore à l'état embryonnaire. **La tendance à combler l'impuissance politique par l'instrument militaire en est d'autant encouragée.**

Cette première contribution — qui nécessitera d'être affinée et remaniée — vise à tenter de dégager les grandes lignes du contexte géostratégique et géopolitique dans lequel s'encadre la question algérienne.

On partira du contexte mondial pour l'articuler sur le contexte régional et local tel qu'il s'est modifié après 1990.

L'Algérie et le scénario mondial

L'après 1989 sur le plan géostratégique, c'est d'abord la fin de la bipolarité Est-Ouest et c'est aussi la guerre du Golfe qui inaugure la nouvelle période. Sur le plan géo-économique et géopolitique c'est l'affirmation de trois pôles régionaux dominants dans le domaine des rapports économiques et des relations internationales (États-Unis, et Alena ; le Japon et son environnement asiatique ; l'Europe des 12 axée sur l'Allemagne réunifiée).

La rivalité qui oppose ces trois pôles répond à la logique de compétition et de l'exploitation maximum et détermine une tendance lourde de "recolonisation" économique et financière vers l'Est et le Sud et à l'agressivité. Mais il serait erroné d'en déduire que la contradiction principale soit entre l'Europe et les deux autres pôles.

Que ces contradictions intercapitalistes soient fortes et destinées à s'aiguiser, c'est l'évidence (cf. les guerres commerciales) : la géostratégie prend la forme de la géo-économie. Mais ces contradictions ne sont pas décisives : d'abord parce que le capital, désormais totalement mobile, est largement internationalisé ; ensuite, et surtout, parce qu'en dernière analyse, tend toujours à s'imposer l'intérêt commun et fort qui relie les élites des pays les plus riches, c'est-à-dire des

pays qui consomment 80 % des ressources tout en ne représentant que 20 % de la population : ce qui les oppose, ensemble, au reste de l'humanité.

La contradiction centre-périphérie (plus précise que Nord-Sud) apparaît en fait comme la contradiction toujours fondamentale de notre époque et se matérialise par l'écart croissant (économique et démographique) entre les différentes régions du monde. L'accentuation du décalage centre-périphérie produit des désastres en chaîne et une instabilité toujours plus grande. D'où la tentation "gendarmique" et l'actuelle évolution de l'ONU et de l'OTAN.

De ce point de vue la guerre du Golfe constitue bien un tournant décisif. On assiste à un véritable *revival* de l'esprit de Croisade avec les troupes occidentales en terre "d'infidèles"... Plus grave, l'Occident au nom de la supériorité et de l'universalité de son modèle justifie ses propres armes nucléaires (jusque là seulement "justifiées" par la menace soviétique), et s'auto-attribue le droit de l'interdire aux autres, comme s'il pouvait y avoir des bombes "morales" et des bombes "immorales"².

C'est dans ce contexte que se situe la réorganisation de la géopolitique néo-impériale au Moyen-Orient, avec toutes ses conséquences pour l'ensemble de la région, y compris pour l'Algérie.

IL ÉTAIT ENTRAIN
DE REFLECHIR...

ÇA COMMENCE
TOUJOURS COMME ÇA !





L'Algérie et le scénario européen

L'Europe au cœur de la guerre froide se trouve bouleversée par la fin de l'empire soviétique et du Pacte de Varsovie. Mais ce changement de scénario n'est pas seulement d'ordre géostratégique. Dans la gigantesque redistribution des cartes qui accompagne la constitution du nouveau système géopolitique mondial, l'Europe est le pôle le plus menacé par la crise et ses conséquences dans la mesure où, à la différence du Japon et des États-Unis — et de l'espace du Pacifique — elle n'arrive pas à s'ouvrir, vers le Sud en particulier, un horizon large au-delà de ses frontières.

Plus grave, l'hégémonie américaine rétablie au Moyen-Orient avec la guerre du Golfe et la mise en place du processus négocié entre Israéliens et Palestiniens, outre sa capacité à conditionner les choix européens dans la zone balkanique, laisse présager que l'ordre américain tend aussi à s'imposer en Méditerranée.

C'est ainsi que profitant des hésitations de la politique française en Algérie, les États-Unis entendent bien accroître leur présence économique, financière et politique. Convaincus que la France ne peut rompre avec ses amis algériens de "l'ancien régime", craignant un "nouvel Iran", s'appuyant sur l'islam "modéré" lié à l'Arabie Saoudite, ils ont décidé de lancer une « OPA sur les actifs publics et mêmes privés de l'Algérie »³, y compris pour la construction du tronçon algérien du gazoduc Maghreb-Europe⁴.

D'un point de vue plus global l'Europe subit deux phénomènes imprévus qui affaiblissent d'autant sa capacité géopolitique en particulier en Méditerranée : l'installation du chômage de masse (fin 1994 : 2,4 millions de chômeurs prévus) ; et d'autre part l'évolution de la crise de l'Est européen. En effet le processus de colonisation sélective de l'Est (acquisition de quelques morceaux valides de l'appareil de production de l'Est et destruction du reste) réalisé sans aucun projet ou réglementation tend à précariser le cadre communautaire lui-même en produisant — ou aggravant — un véritable désordre sous forme de conflits et de concurrence fondés sur le dumping social et écologique.

Il en résulte de nouvelles migrations massives vers l'Ouest. Ainsi en crise elle-même, apeurée par les mouvements migratoires provenant tant de l'Est que du Sud, l'Europe "riche", touchée par le "syndrome d'invasion" tend à se refermer sur elle-même et à construire autour d'elle — en y incluant quelques territoires prospères qu'elle peut encore intégrer — un mur face à la "misère" du reste du monde.

Ainsi à l'égard des pays du Sud elle mène une politique velléitaire à travers quelques initiatives vite abandonnées. C'est le cas de l'initiative italo-espagnole d'une CSCM (Conférence pour la sécurité et la coopération en Méditerranée)⁵ ; c'est le cas de l'initiative française "5 + 5" qui en Méditerranée occidentale visait à créer un cadre de coopération entre 5 pays du Nord (France, Italie, Espagne, Portugal, Malte et les 5 pays de l'UMA : Libye, Tunisie, Algérie, Maroc, Mauritanie).

Cette attitude "découragée" de l'Europe correspond en fait à un pessimisme profond qui s'installe chez les élites occidentales américaines et européennes dont certaines envisagent froidement l'inévitabilité d'un "conflit de civilisation" entre l'Occident et l'islam...⁶

En fait un système stratégique sud-européen réunissant l'Italie, l'Espagne et la France est en train de se mettre en place. Avec d'un côté le programme Hélios de satellite d'observation conçu par les trois pays et qui doit être mis en orbite en 1995 pour "surveiller" le Maghreb et de l'autre le développement "d'une force d'intervention rapide" à destination de cette même région...

En même temps, les États-Unis ne souhaitent pas la constitution d'un système de sécurité européen autonome... D'où le maintien de l'OTAN en Méditerranée...

L'Algérie, le scénario méditerranéen

L'après-89 a bien logiquement abouti à une redéfinition géopolitique — et géostratégique — des enjeux en Méditerranée.

Le scénario méditerranéen a d'abord été marqué par la guerre du Golfe qui peut être entendue comme

l'acte de naissance, décidé par les États-Unis, du nouveau contexte mondial.

Aujourd'hui le cadre géopolitique méditerranéen peut être sommairement caractérisé ainsi :

- un processus de stabilisation complexe au Moyen-Orient sous direction américaine dans le cadre du processus de paix israélo-arabe ;
- une pression démographique qui pousse à la migration vers le Nord ;
- une extension violente de l'islamisme politique dans les sous-systèmes régionaux du Maghreb à la mer Noire, en alternative à la crise de légitimité du nationalisme arabe.

Ainsi dans le monde arabo-musulman, et en particulier en Algérie, deux projets géopolitiques s'affrontent : l'un en phase descendante, le nationalisme arabe avec son projet "fédérateur" de la Nation arabe ; l'autre, en phase ascendante, le panislamisme et son rêve d'*oumma*, de communauté du monde de l'islam.

Le système moyen-oriental

Plus précisément, l'Algérie doit être resituée dans un système spécifique appelé le "système moyen-oriental" (SMO)⁷ dont les points de référence sont à la fois des pays arabes et non-arabes tant sur la bordure est de la Méditerranée que du Golfe. Ce système d'interaction géopolitique peut se définir comme système politique régional hétérogène de type multipolaire composé de sept auteurs principaux dont quatre sont arabes (Syrie, Irak, Arabie Saoudite, Égypte) et trois non-arabes (Israël, Turquie, Iran) avec autour d'eux des pays moindres et dans lequel s'intègrent trois sous-systèmes externes à la zone (Maghreb, Sahel, Corne d'Afrique) relativement autonomes mais interactifs avec le système central moyen-oriental.

Pour l'Europe du Sud la proximité géographique tend à privilégier les problèmes-risques provenant du sous-système maghrébin et en particulier d'Algérie dans la mesure aussi où les États-Unis considèrent ce SMO comme une zone "réservée"...

En fait un bouleversement de la situation en Algérie aurait des répercussions dans l'ensemble du SMO,

d'où la nécessité de prendre en compte cette dimension, en particulier pour mesurer les possibilités et les contenus d'un éventuel compromis "géopolitique" entre l'armée et les islamistes en Algérie. Réciproquement, l'issue du processus de paix au Moyen-Orient — et l'avenir du Hamas palestinien — touchera le Maghreb.

Mais sur l'issue de la situation en Algérie l'attitude de l'Europe du Sud est aussi déterminante. Quelle révision géopolitique est-on prêt à faire ?

Les réponses possibles

Pour tenter de garder sous contrôle une situation qui tend à devenir de moins en moins maîtrisable les pays européens — la France surtout — sont devant deux types de mesures : les unes d'ordre politico-économiques ; les autres d'ordre politico-stratégiques.

Sur le plan politico-économique il s'agirait de prendre des mesures visant

à modifier les tendances lourdes actuellement en jeu au Sud, ce qui suppose de repenser et d'organiser en termes de nouveaux rapports économiques et culturels l'ensemble de la région méditerranéenne pour aider à la mise en place d'un nouveau type de développement fondé sur la création d'ensembles économiques régionaux (Maghreb, Balkans, Moyen-Orient, etc.). Il s'agirait à terme de transformer la zone méditerranéenne en un **espace économique commun**⁸, régionalement articulé et intégré. Travail certes difficile, long, mais indispensable si l'on veut éviter la confrontation.

Dans le cas de mesures politico-militaires, il faut prendre en compte que leur réalisabilité, dans le temps et dans le contenu, apparaît plus facile et plus rapide, et, électoralement plus immédiatement "payante"... On les voit déjà en œuvre en Europe du Sud (réorientation du système stratégique vers le "Sud").

En fait on est face à une alternative : ou il y a mise en œuvre de réformes économiques et politiques (en particulier par l'ouverture d'un espace démocratique) et le mouvement socio-politique représenté par l'islamisme tendra progressivement à perdre son agressivité sinon c'est le conflit ouvert d'abord entre l'islamisme et le système interne de pouvoir (comme en Iran en 1978, comme en Algérie ou en Égypte aujourd'hui) et, ensuite, avec les pays occidentaux, en particulier la France.

De ce point de vue les responsabilités de la politique française sont énormes, y compris dans les conséquences en France même. La démission du système politique français sur ce thème — comme sur bien d'autres — oblige les citoyens à s'emparer fortement du sujet : il y va aussi de la paix civile en France.

POUR EN SAVOIR PLUS



Confluences Méditerranée "Comprendre l'Algérie"

Pour prolonger la réflexion entamée dans cet article, nous vous conseillons de lire le dernier numéro de la revue *Confluences Méditerranée* consacré à l'Algérie. Ce dossier — coordonné par Bernard Ravenel — s'ouvre sur un poème d'Edgard Pisani.

Donnant une large place à des Algériens ce numéro est organisé autour d'une série de questions : le poids du passé ; l'enseignement actuel de l'histoire en Algérie ; le modèle de développement ; la crise globale de la nation algérienne ; l'islamisme ; la question de la démocratie ; la place des femmes ; les conditions de sortie de cette dramatique impasse ; etc. Avec les contributions de Gilles Manceron, Hassan Remaoun, Gustave Massiah, Smail Goumeziane, Sami Nair, Mohamed Harbi, Abderrahim Lamchichi, Saïda Rahal-Sidhoum, Jean Audibert, Paul Balta, Jean Leca, Fayçal Nassour.

A signaler plus particulièrement deux contributions : celle de Youssef Nacib qui dresse une anthropologie de la violence dans la société algérienne et celle de Bernard Ravenel, "Fallait-il soutenir le FLN ?". Un numéro dense et stimulant.

Patrice Bouveret

n° 11, été 1994, 192 pages, 90 FF.

Confluences Méditerranée, 77 rue Blomet, 75015 Paris

- 1) J'ai développé ce point dans mon livre *Méditerranée : le Nord contre le Sud ?*, L'Harmattan, Paris, 1990, voir p. 34 à 94.
- 2) C'est ainsi qu'il serait opportun de relancer le thème de la dénucléarisation de l'Europe et de la Méditerranée et, en conséquence, de repenser la convocation d'une conférence pour tous les pays méditerranéens, ou CSCM, avec comme objectif prioritaire la dénucléarisation...
- 3) Cf. *Arabies*, mai 1994. En chapeau l'article — manifestement "inspiré" —, annonce la couleur, ainsi : « *En fait l'Algérie avec tout ce qu'elle représente sur le plan géopolitique et économique, constitue un axe fondamental pour les intérêts stratégiques américains dans la région du Maghreb.* »
- 4) C'est la fameuse firme Bechtel qui réalisera un pipe-line de 530 km ainsi que l'ensemble des ouvrages annexes, dont un système intégré de télécontrôle et de télécommunication.
- 5) Cf. *Confluences Méditerranée* n° 2, hiver 1992, consacré à la sécurité en Méditerranée, en particulier l'article de P. Penaud et d'E. Remacle, "Un projet pour la paix en Méditerranée", pp. 59-68.
- 6) Cf. J-P. Huttington, "The Clash of Civilisations ?" in *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 3, été 1993.
- 7) Ce passage est inspiré directement du travail de synthèse proposé par le grand spécialiste italien des problèmes stratégiques en Méditerranée Carlo Maria Santoro, "L'Italia e il Sistema Sud" in *Relazioni internazionali*, septembre 1993, pp. 70-78.
- 8) Cf. Agostino Sparato, "Un espace commun économique est-il possible ?" in *Confluences Méditerranée*, n° 7, été 1993, pp. 127-132.



Chine

Le 10 juin, la Chine a procédé à une nouvelle explosion thermonucléaire sur le site de Lop Nor dans le Xinjiang. C'est le 40^e essai chinois depuis 1964. Les quatre autres puissances nucléaires observent un moratoire jusqu'en 1995. Cette "infraction" au consensus des grandes puissances n'empêche pas le développement de leurs relations commerciales avec la Chine...

France

Le 25 mai, Greenpeace a rendu public un rapport du CDRPC sur "Les coûts cachés du programme Triomphant depuis 1982". On y apprend que le coût officiel des 4 sous-marins nucléaires lance-engins de nouvelle génération (SNLE-NG) équipés du missile M5 s'élèvera à 186 milliards de francs. Le coût réel de ce même programme, compté-tenu des dépenses non répertoriées — infrastructures portuaires, fonctionnement sur 25 ans, entretiens, communications, environnement militaire, essais nucléaires pour les têtes de missiles... —, se monte à plus de 280 milliards de francs. En 1995, près de 108 milliards de francs ont déjà été engagés dans ce programme.

Corée du Nord

Pyongyang a déclaré son intention de dénoncer le traité de non-prolifération (TNP) auquel elle avait adhéré en 1985. Dans son bras de fer avec les États-Unis, la Corée du Nord insiste pour que l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) surveille plus étroitement les activités nucléaires du Japon. Une quantité de 70 kg de plutonium non comptabilisé par l'AIEA aurait été découverte lors d'une inspection de routine par l'Agence de Vienne à l'usine japonaise de Tokiamura.

Le nucléaire en bref...

Pakistan

Le Premier ministre pakistanais Benazir Bhutto a rappelé que son pays n'autoriserait pas d'inspection de ses installations nucléaires tant que l'Inde ne serait pas soumise aux mêmes contrôles.

Inde

L'armée indienne a effectué le 13^e tir d'essai de son missile Prithvi d'une portée de 250 km. Ce missile qui peut porter une tête militarisée de 500 kg a été lancé depuis une plateforme mobile stationnée dans le district de Balasore en direction d'une île du Golfe du Bengale.

Traité d'interdiction totale des essais

Les négociations en vue du traité d'interdiction des essais nucléaires ont commencé à la Conférence du Désarmement de Genève le 24 janvier 1994. En 1994, trois sessions auront lieu : la première s'est terminée le 31 mars, la seconde s'est tenu du 15 mai au 1^{er} juillet et la troisième se tiendra du 25 juillet au 7 septembre. La deuxième session s'est principalement attachée au problème de la vérification du traité d'interdiction totale. Les négociations achoppent sur la question des explosions nucléaires "pacifiques" auxquels tient la Chine, sur celle des essais de sécurité destinés à tester les armes en service dont la France et la Grande-Bretagne voudraient maintenir la possibilité et sur celle des essais hydro-nucléaires de très faible puissance auxquels tiennent les États-Unis.

Déchets dans l'Atlantique

L'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN)

et l'IFREMER ont mené une campagne conjointe pour évaluer les conséquences des rejets de déchets nucléaires dans l'Atlantique de 1967 à 1982. Les conclusions de ces deux organismes sont "rassurantes" : « A l'exception de quelques prélèvements d'eau profonde où un signal de tritium a été détecté », ils n'ont pas pu (pour l'instant) mettre en évidence une influence de ces rejets sur l'écosystème marin. Comme il faut faire des prélèvements à quelque 4 000 mètres de profondeur, les chercheurs de l'IPSN et de l'IFREMER reconnaissent cependant que ces opérations ne sont pas simples à réaliser et que l'exploration scientifique des abysses n'en est qu'à ses débuts.

Applications spatiales du plutonium-238

Le plutonium-238 est un sous-produit du retraitement des combustibles irradiés : on peut en obtenir environ 420 g par tonne de combustible. Cet isotope du plutonium est un émetteur alpha d'une période de 87,7 années. Il a été utilisé par les États-Unis pour fabriquer des sources de chaleur adaptées à des engins spatiaux. Ainsi, la sonde spatiale Galileo était équipée d'un générateur contenant une quinzaine de kilos de plutonium-238. Les Américains affirment avoir mis en place des dispositifs à toute épreuve en cas d'accident : ainsi les sources au plutonium-238 du satellite météorologique Nimbus rentré accidentellement dans l'atmosphère ont pu être récupérées et réutilisées. En France, le CEA (Direction des applications et militaires et Direction des technologies avancées)

envisage de se lancer dans le développement et la fabrication de telles sources au plutonium-238.

Dissuasion nucléaire européenne

Un récent rapport de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) regrette que l'Union européenne reste indifférente au nouveau paysage nucléaire mondial. Le rapporteur est persuadé que « l'élaboration progressive d'une stratégie nucléaire européenne au sein d'un groupe d'études stratégiques de l'UEO peut et doit réussir ». Le rapport affirme cependant que le développement d'armes nucléaires de haute précision et de faible puissance est peu souhaitable et qu'il est préférable de recourir à des armes conventionnelles de haute précision en cas d'utilisation « à l'encontre de pays tiers ».

Simulations

La loi de programmation militaire française pour les années 1995-2000 prévoit qu'un montant de 10 milliards de francs sera affecté à un programme de simulation des essais nucléaires. La plupart de ces crédits seront versés au compte de la Direction des applications militaires du CEA.

Accord États-Unis/Russie

Selon l'UEO, les deux pays « ont signé un contrat portant sur 20 ans et sur un montant de 11,9 milliards de dollars aux termes desquels les États-Unis achèteront 500 tonnes d'uranium provenant des anciennes ogives soviétiques. 500 tonnes représentent environ 20 000 têtes nucléaires et un approvisionnement en combustible nucléaire correspondant à la demande mondiale pendant 3 ans ».

Bruno Barrillot

PAR-DELÀ LA GUERRE DU GOLFE

Déploiement en Occident de nouvelles armes contenant de l'uranium

Kemp Houck*

En 1991, durant la guerre du Golfe, l'alliance conduite par les États-Unis utilisa pour la première fois de l'uranium appauvri (UA) en alliage dans des munitions et des blindages. En particulier, les projectiles de 30 mm tirés par les bombardiers A-10 et les obus de 120 mm des chars M1A1 se sont montrés capables de détruire des colonnes de chars irakiens. Par ailleurs et de manière assez ironique, l'utilisation de ces munitions est aujourd'hui l'une des causes principales de la proportion la plus élevée de morts et de blessés fratricides de l'histoire militaire américaine. Des officiers ont reconnu à l'époque que leurs canons et projectiles tirèrent au-delà de leurs habitudes de tir conventionnel. Un rapport du Bureau d'estimation technologique du Congrès¹ paru deux ans après la guerre du Golfe a montré qu'il y a eu 467 blessés et 148 morts américains durant la guerre. Quatre-vingt quatorze blessés et 34 morts seraient dus à des erreurs fratricides, dont 48 blessés et 17 morts qui auraient été touchés par des munitions en UA. Ainsi, le 27 février six soldats ont été tués et 25 blessés lorsque cinq chars M1A1 et cinq *Bradley Fighting Vehicles* (tous ceux-ci blindés avec des alliages d'UA) ont été attaqués par erreur par un autre M1A1. Seuls des projectiles contenant de l'UA peuvent faire de tels dégâts, tout particulièrement sur ces véhicules blindés en UA.

Ironiquement, l'UA, matière première de ces munitions et de ces blindages, n'est qu'un déchet stocké en

grandes quantités (500 000 tonnes aux États-Unis), et issu des usines d'enrichissement de l'uranium naturel pour armer les têtes nucléaires et alimenter les réacteurs depuis les années 1945. Depuis le répit de la Guerre froide, des milliers de tonnes de nickel, d'acier inoxydable, de graphite, de plomb et d'autres matières premières stratégiques ont été recyclées des installations nucléaires militaires vers les marchés commerciaux. Toutefois, seul l'UA a eu sa place sur les champs de bataille.

La principale propriété de l'uranium qui a séduit les concepteurs américains d'armes il y a vingt ans est son extrême densité : l'uranium est 18 fois plus dense que l'eau, trois fois plus dense que l'acier, et de moitié plus dense que le plomb. Avec une résistance minimale à l'air, les projectiles en UA pesant seulement trois kilogrammes peuvent traverser des champs de bataille à la vitesse vertigineuse d'un kilomètre et demi par seconde (de l'ordre de Mach 5). Les M1A1 armés avec de l'UA sont ainsi dotés d'une portée de tir de plus de 3 200 mètres, c'est-à-dire 1 000 mètres de plus que les chars armés conventionnellement. Quand ces projectiles atteignent les blindages, ils y concentrent très ponctuellement des énergies jusqu'alors inégalées ; ils pénètrent le blindage et rejettent des fragments incandescents à l'intérieur du char. Ramsey Clark, ancien chef du *Service of Justice* des États-Unis a révélé lors de la Conférence mondiale sur l'uranium à Salzbourg en 1992 qu'un obus en UA peut traverser les parois d'un char et en atteindre un autre.

Le caractère pyrophorique de l'uranium, c'est-à-dire la propriété qu'ont

les petits morceaux d'uranium de brûler spontanément au contact de l'air, est l'un de ses avantages militaires qui le rend très dangereux pour la santé. L'uranium possède des niveaux de toxicité chimique analogues à ceux du plomb, ce dernier est déjà interdit dans l'essence, les peintures, ou les munitions civiles de plusieurs pays. L'uranium appauvri émet aussi presque la moitié de la radioactivité de l'uranium naturel dont les effets cancérigènes sur les poumons des mineurs sont bien connus. L'UA qui explose lorsqu'un char est touché se désagrège en des millions de particules d'uranium de la taille de poussières qui peuvent par conséquent être directement inhalées par les poumons, ce qui est la voie d'ingestion de matières radioactives la plus nocive. Encore plus dangereux que l'uranium lui-même, émetteur-alpha de période de milliards d'années, ses produits-fils émetteurs-bêta de période courte, le thorium-234 et le proactinium-234, émettent presque la totalité de la radiation pénétrante de l'uranium appauvri.

Prétendant ignorer tous ces risques, l'*US Army* (l'armée de terre américaine) et l'*US Air Force* (l'armée de l'air) ont fait tirer des centaines de milliers de balles et d'obus en UA au cours des décennies 1970 et 1980 sur des dizaines de sites d'essais tels le *Jefferson Proving Ground* en Indiana. Les coûts d'un futur nettoyage de ces sites sont estimés actuellement à près d'un milliard de dollars. Après ces périodes de recherche balistique, le Pentagone a acheté des millions de balles et d'obus en UA à des fabricants tels *Aerojet Heavy Metals* dans l'État du Tennessee et *Nuclear Metals Inc.* dans l'État du Massachusetts.



Pendant le *blitzkrieg* de 100 heures dans le Golfe, 940 000 cartouches de 30 mm en UA et 4 000 obus de 120 mm en UA ont été tirés par l'*US Army* et l'*US Air Force*, et l'on estime à 300 tonnes le poids des éclats d'UA ainsi éparpillés sur le champ de bataille. Les munitions qui ont été lâchées ont entraîné la destruction de plus de 3 000 chars et 1 856 véhicules blindés irakiens². Un rapport de l'*Atomic Energy Authority* de Grande-Bretagne se fondant sur une étude *in-situ*, citée par le quotidien londonien *The Independent*, a révélé en novembre 1991 que les déchets d'UA pourraient être la cause de 500 000 morts potentielles. Ce rapport précise même qu'« *il y a certains endroits où suffisamment de cartouches ont été tirées au point que la contamination localisée sur les véhicules et sur le sol excède les limites autorisées pour les équipes de nettoyage et la population locale. En outre, si l'UA contamine l'eau ou la chaîne alimentaire, il s'en suit des risques sanitaires pour les populations locales* ». Cette étude se fonde sur l'hypothèse selon laquelle 25 tonnes de munitions d'UA ont été tirées, or on sait aujourd'hui qu'il s'agit de 300 tonnes. Pour toutes ces raisons, en 1992, Ramsey Clark et d'autres ont dénoncé l'emploi de ces armes et l'ont qualifié de crime de guerre³.

Après la guerre, les usines de munitions en UA ont maintenu une cadence effrénée de production afin de réapprovisionner les stocks des États-Unis. Même un an après, la société *Aerojet* informa la *Nuclear Regulatory Commission* (NRC) qu'elle fonctionnait 24 heures sur 24 et sept jours sur sept. Un autre fabricant transmit également une demande urgente au NRC afin de tenir le même rythme de production qu'en temps de guerre.

En octobre 1993, la cadence de production s'accéléra encore afin de satisfaire une commande de 158 tonnes d'UA au *British Nuclear Fuels Ltd.* pour la fabrication d'obus anti-chars. Cette transaction reçut l'aval de l'*US State Department* à condition que les obus anglais soient déployés dans les pays de l'OTAN, au Japon, en Australie, ou en Nouvelle-Zélande. L'*US State Department* a également autorisé en décembre 1993 un transfert analogue de 1 000 tonnes d'UA vers la France.

Au mois de décembre, un article paru dans le quotidien londonien *The*

L'utilisation militaire de l'uranium appauvri en France

Sujet tabou en France jusqu'à ce jour, on savait seulement que l'usine SICN d'Annecy (filiale à 100 % de Cogéma) envisageait des "applications militaires" pour écouler son stock d'uranium appauvri¹. Or récemment, la revue de la Délégation générale pour l'armement (DGA), *L'Armement*, vient de révéler de manière incidente que le canon principal du char Leclerc tirerait des « *projectiles flèches en tungstène ou en uranium appauvri* »².

Une autre information toute aussi récente vient de confirmer l'utilisation militaire de l'uranium appauvri en France. Le rapport annuel 1994 de l'Observatoire national des déchets radioactifs publié en juin par l'Andra publie une fiche sur l'Établissement technique de Bourges où sont entreposés des « *déchets résultant de tirs d'essais d'obus-flèches à l'uranium appauvri* ». En fait, on y trouve non seulement des morceaux d'obus-flèches, mais également des cibles, des blindages, des outillages divers et des remblais qui ont été contaminés lors de ces tirs d'essais³. Le rapport de l'Andra signale également la présence d'uranium appauvri sur le site de la Direction des applications militaires du CEA à Moronvilliers, ce qui confirme l'article paru dans *Damoclès* n° 60⁴.

Enfin, un document de présentation du char Leclerc diffusé conjointement par la DGA et GIAT-Industries signale que l'Établissement technique de Bourges assure la définition, la mise au point et la production de la partie artillerie du char Leclerc⁵.

Bruno Barrillot

1) Brochure publicitaire SICN récente mais non datée.

2) *L'Armement* n° 42, mai-juin 1994, p. 23.

3) *Observatoire national des déchets radioactifs*, 1994, p. 39.

4) *Id.*, p. 46.

5) DGA - GIAT-Industries ; Dossier de presse "Remise du premier Leclerc par GIAT-Industries à la DGA", 14 janvier 1992.

Guardian, concernant la cargaison d'UA pour la Grande-Bretagne, a révélé que le Royaume-Uni était en mesure de fabriquer des munitions en UA et de procéder à des tirs d'essais de ces mêmes armes. Une récente étude du CDRPC révèle aussi différents détails sur les capacités françaises de fabrication de munitions en UA à Pierrelatte, Annecy, et Malvézi⁴.

En France, le Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) fait depuis 1982 l'article de ces obus, que ses brochures décrivent comme fabriqués « *en tungstène par exemple* » (le tungstène possède les mêmes propriétés de densité que l'uranium mais il lui manque des qualités métallurgiques pour être efficace dans la péné-

tration de blindages ; il sert donc seulement dans les essais de moulage). Les industries militaires suédoises annoncent également dans leurs catalogues le développement de munitions à grandes vitesses "en tungstène" pour des fusils-mitrailleurs de calibre 0,5 pouce et des balles de fusils de 7,62 mm — aux normes de l'OTAN.

Il semble évident que les options suivies durant la guerre du Golfe montrent la détermination des autorités militaires occidentales d'utiliser au maximum les avantages des armes en UA pour les opérations terrestres. Néanmoins, rien n'empêche de semblables développements en mer, en stratosphère, aussi bien que dans l'espace extra-atmosphérique.



Les sites de stockage de déchets nucléaires militaires français

1. Rejets dans l'Atlantique	Atlantique-1	00	OCDE/ENEA
2. Rejet dans l'Atlantique	Atlantique-2	00	OCDE/ENEA
3. Base aérienne 278	Ambérieu en Bugey	01	Armées
4. Base Aérienne 943	Roquebrune Cap Martin	06	Armées
5. Usine de Malvesi	Narbonne	11	COGEMA
6. Usine Cogéma	Miramas	13	COGEMA
7. Technicatome-Déchets INBS	Saint Paul Lez Durance	13	Technicatome
8. Technicatome SETH-200	St Paul Lez Durance	13	Technicatome
9. Cascad	St Paul lez Durance	13	CEA
10. Parc d'entreposage des déchets	St Paul lez Durance	13	CEA
11. ETBS de Bourges	Bourges	18	DGA
12. Décharge	Pontailleur sur Saône	21	France-Déchets
13. INBS -Centre de déchets tritiés	Valduc	21	CEA
14. CEN-CEA	Valduc	21	CEA
15. Matériel Terre	Besançon	25	Armées
16. INBS-Pierrelatte	Pierrelatte	26	CEA-Cogéma
17. Usine W	Pierrelatte	26	COGEMA
18. CEN-VALRHO	Pierrelatte	26	CEA
19. Premier Régiment de Spahis	Valence	26	Armées
20. Base Aérienne 105	Evreux	27	Armées
21. NBS Déchets	Bagnols sur Cèze	30	CEA et Cogéma
22. Stockage de déchets radioactifs	Bagnols sur Cèze	30	COGEMA
23. Stockage de déchets radioactifs	Bagnols sur Cèze	30	CEA
24. Site de déchets radioactifs	Bellegarde sur Gard	30	France-Déchets
25. Base aéronautique navale de Nimes Garons	Nimes	30	Armées
26. Matériel Terre	Nimes	30	Armées
27. Matériel Terre	Muret	31	Armées
28. Régiment Parachutiste	Toulouse	31	Armées
29. Base aérienne 120	Cazaux	33	Armées
30. Annexe AIE de Bordeaux	CESTAS	33	DGA
31. AIA de Bordeaux	Floirac	33	Armées/DGA
32. Et Régional du Matériel de Vayre	Vayres	33	Armées
33. Matériel Terre	Bruz	35	Armées
34. Matériel Terre	Neuvy-Pailloux	36	Armées
35. Chinon A3	Avoine	37	EDF
36. Base aérienne 609	Cinq Mars La Pile	37	Armées
37. INBS-Déchets	Grenoble	38	CEA
38. Service de Santé des Armées	La Tronche	38	Armées
39. Décharge contrôlée CEA et SICN	St Quentin sur Isère	38	Privé
40. ECAN	Indret	44	DGA
41. Matériel Terre	Gien	45	Armées
42. Matériel Terre	Orléans	45	Armées
43. Centre d'Etudes de Gramat	Gramat	46	DGA
44. Décharge industrielle	Champteusse sur Baconne	49	Privé
45. DCN	Cherbourg	50	DGA
46. Centre Manche (ANDRA)	La Hague	50	ANDRA
47. Matériel Terre	Châlons sur Marne	51	Armées
48. Polygone d'expérimentation	Moronvilliers	51	CEA
49. Matériel Terre	Toul	54	Armées

50. Arsenal de Lorient	Lorient	56	Armées/DGA
51. Base aérienne 128	Metz	57	Armées
52. Matériel Terre	Metz-Woippy	57	Armées
53. Matériel Terre	Douai	59	Armées
54. Matériel Terre	Gresswiller	67	Armées
55. Matériel Terre	Lyon	69	Armées
56. Matériel Terre	St-Priest	69	Armées
57. Base aérienne 116	Luxeuil	70	Armées
58. Site minier de Bauzot	Issy l'Evêque	71	COGEMA
59. Les Teppes Décharge industrielle	Freney	73	Privé
60. SICN	Annecy	74	SICN
61. Service Technique des Systèmes navals	Paris	75	Armées/DGA
62. Hôpital d'Instruction des Armées	Paris	75	Armées
63. CEA Moronvilliers Vaujourn	Courtry	77	CEA
64. Matériel Terre	Fontainebleau	77	Armées
65. Annexe Et Régional Matériel Versailles	Les Mureaux	78	Armées
66. Matériel Terre	Versailles	78	Armées
67. Base Aéronautique navale de Cuers	Cuers	83	Armées
68. Atelier Industriel de l'Aéronautique	Cuers Pierrefeu	83	DGA/Armées
69. Régiment d'Artillerie	Draguignan	83	Armées
70. Matériel Terre	Draguignan	83	Armées
71. Base aéronautique navale de Hyères	Hyères	83	Armées
72. Base aéronautique de Saint-Mandrier	Saint Mandrier	83	Armées
73. Base aéronautique de Fréjus Saint-Raphaël	Saint Raphaël	83	Armées
74. Arsenal-DGA	Toulon	83	Armées-DGA
75. Base aérienne 200	Apt	84	Armées
76. Matériel Terre	Poitiers	86	Armées
77. Bessines-SEPA	Bessines sur Gartempe	87	COGEMA
78. Site du Brugeaud	Bessines sur Gartempe	87	COGEMA
79. Site minier Bessines	Bessines sur Gartempe	87	COGEMA
80. Mine Lavaugrassse	Bessines sur gartempe	87	SIMO
81. Site minier Margnac-Peny	Compreignac	87	Comhurex
82. Générateur de radon	Razes	87	COGEMA
83. Site minier de Fanay	St Sylvestre	87	COGEMA
84. Galion	Bruyères le Chatel	91	CEA
85. CEN de Bruyères le Châtel	Bruyères le Chatel	91	CEA
86. INBS	Bruyères le Châtel	91	CEA
87. Stockage de Montbouchet	Coudray Montceaux	91	CEA
88. INB S Saclay	Gif sur Yvette	91	CEA
89. Stockage de déchets solides	Gif sur Yvette	91	CEA
90. Stockage de déchets radioactifs	Itteville	91	CEA
91. Stockage de déchets radioactifs	Longjumeau Chilly Mazarin	91	CEA
92. Ancienne usine du Bouchet	Vert le Petit	91	CEA
93. Centre d'Etudes du Bouchet	Vert le Petit	91	DGA
94. Fort de Montrouge - Centre NBC	Arcueil	94	DGA
95. SODERN	Limeil	94	Armées
96. Matériel Terre	Cergy-Pontoise	95	Armées



BONNES FEUILLES

La défaite des généraux

Le pouvoir politique et l'armée sous la V^e République

Nous reprenons, ci-contre les pages de conclusion du livre que vient de publier Samy Cohen¹. L'objectif du livre est clair : s'inscrire « en faux contre l'idée, largement répandue ces dernières années, selon laquelle le pouvoir politique serait sous la coupe des généraux et des spécialistes de l'armement ». En clair, contre ceux qui dénoncent l'emprise du complexe militaro-industriel, visant par là tout particulièrement un ancien directeur des services de renseignements, Pierre Marion et son ouvrage

Le pouvoir sans visage : le complexe militaro-industriel². Au-delà de ce côté "règlements de compte", cet ouvrage mérite notre attention par son analyse détaillée des mécanismes de décision et de leur traduction concrète au travers de l'utilisation de nombreux exemples. Cinq secteurs sont ainsi étudiés (le nucléaire stratégique ; le nucléaire tactique ; les opérations militaires extérieures ; les exportations d'armes et la politique d'acquisition d'armements conventionnels) au travers desquels l'auteur montre la prégnance du pouvoir politique, c'est-à-dire du pouvoir exécutif, et même, pour être encore plus précis, du pouvoir élyséen, mitterrandien en l'occurrence. Reste les limites d'un tel ouvrage, reflétant par là ce qui est, de notre point de vue, la vraie question : quelle place, quel poids, pour les individus, les citoyens — au nom de qui cette politique militaire est menée — dans le processus de décisions, ou, au minimum, de contrôle de la politique militaire de la France ? Une piste sur laquelle Samy Cohen se garde bien d'avancer...

Patrice Bouveret

Samy Cohen

La défaite des généraux a tenté d'expliquer l'évolution des rapports entre le pouvoir politique et l'armée depuis les années trente et mis en évidence plusieurs caractéristiques : les changements de comportement des civils et des militaires, l'émergence de nouveaux acteurs (ingénieurs, stratèges civils), la nécessité de repenser des notions aussi galvaudées que celle de "complexe militaro-industriel" ou de "corporatisme militaire", la responsabilité écrasante du pouvoir politique dans la définition de la politique de défense. Ces réflexions elles-mêmes suscitent quelques remarques.

Le déclin de l'influence des généraux s'insère dans un large mouvement d'abaissement des grandes féodalités administratives. La chute spectaculaire de l'influence du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères répond à celle des grands chefs de l'armée. Fidèle à elle-même, la V^e République a décapité le "pouvoir militaire" comme elle a défait le "pouvoir administratif". « Avec la V^e République, il était naturel que certains hauts fonctionnaires perdent en autorité ce que leurs ministres gagnaient. Il en fut ainsi dans l'armée pour les généraux au sommet, chefs

1) *La défaite des généraux. Le pouvoir politique et l'armée sous la V^e République*, Samy Cohen, Paris, Fayard, 1994, 279 p., 130 F.

2) Voir Damoclès n° 43 (avril/mai 1990) et 44 (juin/août 1990) dans lequel cet ouvrage, paru en 1990 aux éditions Calmann-Lévy, est analysé.

d'état-major ou généralissimes désignés. Nos ministres de la Défense ont en quelque sorte coiffé le képi et [...] portent avec bonheur, depuis lors, cette coiffure symbolique », écrit le général Leborgne¹.

Le président et son ministre de la Défense se trouvent à la tête d'un appareil gigantesque, dont, certes, chacune des composantes détient, à un moment ou à un autre, une parcelle de pouvoir, mais dont aucune néanmoins n'a accaparé tous les leviers de contrôle, ne s'est imposée comme la source unique de pouvoir. De cette transformation du paysage militaro-industriel n'a émergé aucune coalition susceptible de dicter à elle seule les grands choix en matière de sécurité extérieure. Le monde de la défense est impressionnant par sa masse, mais il est divisé, fractionné en chefferies rivales, et le pouvoir politique se sert de cette fragmentation pour asseoir sa domination. Nos "lobbies militaires" se trouvent constamment tiraillés entre l'aspiration à l'autonomie et le devoir de loyauté.

Le pouvoir présidentiel : les excès et les déficiences

L'instauration du primat de l'ordre politique sur l'ordre militaire a mis fin à une situation malsaine : l'incapacité des dirigeants civils à tenir tête aux chefs militaires; la coupure entre politique étrangère et politique de défense. Cependant, cette évolution, pour positive qu'elle soit, soulève de nouveaux problèmes et suscite de nouvelles interrogations.

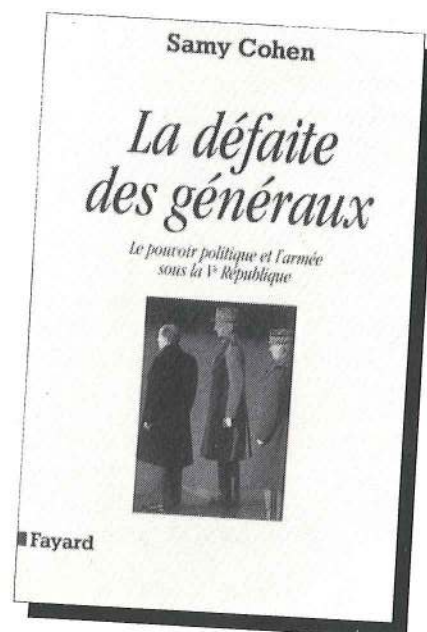
— Cette évolution a été poussée trop loin dans certains secteurs quand elle reste inachevée dans d'autres. Sur les grandes questions politico-stratégiques, le pouvoir présidentiel est devenu pesant, générant immobilisme et conformisme intellectuel. Il constitue un facteur paralysant pour la réflexion stratégique. Toute tentative de penser autrement est soit étouffée dans l'œuf, soit détournée sur une voie de garage. La crainte de remettre en cause ce « chef d'œuvre en péril »² que représente le consensus sur la défense est devenue un facteur de conservatisme politique majeur. Face à un monde en profonde mutation, le président s'est arc-bouté sur le dogme de l'indépendance nationale, apparaissant

comme le M^{gr} Lefebvre de la dissuasion nucléaire. Cette rigidité apparaît également dans le domaine du renseignement, domaine qu'on a délibérément choisi de ne pas traiter ici. Une réforme du système de renseignement qui irait dans le sens d'une meilleure coordination de l'action des différents services s'est en effet longtemps heurtée à l'opposition du chef de l'État craignant de tomber sous la dépendance d'un organisme trop puissant. En revanche, dans le domaine des armements conventionnels, la présidence de la V^e République n'a pas poussé la logique du changement jusqu'à son terme. Le chef de l'État ne s'est pas suffisamment investi, laissant commettre des dérapages regrettables. Malheureusement, l'excès de pouvoir dans un cas ne compense pas les déficiences dans un autre.

— La structure élyséenne est-elle adaptée aux besoins ? Il existe une certaine inadéquation entre cette structure et les responsabilités qu'exerce le président dans la conduite de la politique de défense. Depuis le début de la V^e République, les domaines où son intervention est requise n'ont cessé de s'étendre alors que ses instruments d'action n'ont pratiquement pas évolué. Trop souvent, le chef de l'État se fige dans l'attentisme faute d'avoir eu connaissance à temps des suggestions qu'est chargée d'élaborer une équipe d'experts dévoués à sa personne. L'effectif de cette équipe n'a quasiment pas varié depuis le départ de De Gaulle du pouvoir. L'Élysée manque d'un groupe de synthèse stratégique qui penserait le lien entre la diplomatie et la défense, qui réfléchirait aux orientations stratégiques à moyen et long terme et à l'adaptation de l'outil industriel. Mais on connaît les réticences de François Mitterrand à l'égard d'un tel instrument, qui risquerait de le conduire à prendre des décisions hâtives ou à limiter sa marge de manœuvre.

— Ce livre n'avait pas pour objet de traiter de l'effacement du Parlement dans les affaires de défense. On ne peut toutefois pas ignorer totalement ce problème. Faut-il regretter l'extrême faiblesse du contrôle parlementaire en ce domaine ?

Le contrôle parlementaire est « quasiment inefficace, pour ne pas dire fugace, évanescent et absolument illusoire », notait déjà en 1972 le sénateur



Henri Caillavet³. Le Parlement manque de tout, de moyens et surtout de volonté. On ne compte qu'un nombre très limité d'élus véritablement compétents en matière de défense : pas plus de dix ou douze à l'Assemblée nationale. La Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale est tributaire de l'information que veut bien lui communiquer le ministre de la Défense. Contrairement à leurs homologues américains⁴, les parlementaires français ne peuvent convoquer un chef d'état-major — celui-ci ne se rendra devant la commission que si le ministre l'y autorise —, et ils n'ont pas la possibilité de créer des commissions d'enquête. Le gouvernement décourage les contacts entre militaires et parlementaires de crainte que ceux-ci ne trouvent des terrains d'entente et ne nouent des alliances qui affaibliraient son autorité sur l'armée. L'exécutif préfère garder le monopole du contrôle politique sur les forces armées.

Aussi, seuls le président de la Commission de la défense de l'Assemblée nationale et quelques membres du bureau dûment sélectionnés disposent d'une information privilégiée ; encore ces heureux élus sont-ils membres du parti ou de la coalition au pouvoir, et, de ce fait, s'interdisent-ils de critiquer le gouvernement en place. Le président de la Commission de la défense nationale ne peut se permettre d'entrer en conflit avec le ministre de la Défense, surtout s'il brigue — serait-ce secrètement — sa succession. On lui confie bien quelques secrets, mais il lui est interdit



d'en faire usage. Par sa participation à ce simulacre de concertation, le président de la Commission offre ainsi à l'exécutif, qui entend ne rien concéder de sa liberté de manœuvre, l'alibi démocratique recherché.

En novembre 1990, une proposition de loi portant sur la création d'une Délégation parlementaire des exportations de matériel de guerre est déposée par François Fillon, député RPR et président de la Commission de la défense nationale de 1986 à 1988. Elle demande que la Délégation en question soit habilitée à examiner toute demande d'exportation d'un montant supérieur à 20 millions de francs. Ses membres bénéficieraient du statut des commissions d'enquête parlementaires sans que le "secret défense" puisse leur être opposé. Elle donnerait au Premier ministre un avis motivé sur chacune des demandes qui lui seraient soumises, cet avis pouvant être rendu public à la requête de l'un de ses membres. La proposition a été rapidement enterrée faute d'un soutien de parlementaires craignant d'indisposer un gouvernement soucieux de préserver le secret sur les activités sensibles d'exportations d'armes.

Les problèmes de défense mobilisent surtout les élus des circonscriptions où sont établies des industries de l'armement et des garnisons militaires. Au lieu de juger la politique de défense dans sa triple dimension économique, diplomatique et stratégique, ces parlementaires se conduisent comme des relais d'intérêts particuliers auprès du pouvoir politique : mieux vaut, dans ce cas, qu'ils s'abstiennent de toute interférence. On retrouve d'ailleurs le même travers aux États-Unis. Quoi qu'il en soit, la France manque d'un Parlement capable de porter, avec un réel souci de rigueur et d'indépendance, un regard critique sur les grandes orientations politico-stratégiques du gouvernement et d'exiger une plus grande transparence dans la gestion d'un secteur qui intéresse l'ensemble de la nation.

42 La France est-elle "vaccinée" contre le risque d'un "coup" militaire ?

La subordination au pouvoir civil est-elle irréversible ? La France est-elle « vaccinée contre tout risque de coup militaire », comme l'affirment

beaucoup de spécialistes ? Ce point de vue nous paraît d'un optimisme excessif. L'hypothèse d'une intervention de l'armée dans la politique ne peut être totalement écartée, même si le danger n'est pas d'actualité. Depuis l'échec du putsch d'Alger, l'armée est soumise à l'autorité du pouvoir civil et elle n'a pas tenté de la remettre en cause, bien qu'elle conserve de la crise algérienne regrets et amertume. Les cadres actuels de l'armée ont en effet le sentiment que l'armée a été dupée par le pouvoir politique de l'époque. Ils reprochent à de Gaulle de l'avoir amenée à se dédire après lui avoir fait promettre à la population musulmane d'Algérie, qu'il fallait gagner à sa cause, que jamais la France et son armée ne l'abandonneraient. Cet épisode pèse encore sur les rapports entre le pouvoir politique et l'armée. Son souvenir conforte la méfiance des militaires pour le monde politique.

L'ouvrage consacré au commandant Hélié de Saint-Marc, condamné à dix ans de réclusion criminelle pour avoir participé au putsch, a ainsi été accueilli comme le témoignage d'un homme méritant compassion et sympathie. Le livre rappelle la déposition de Saint-Marc devant ses juges : « Monsieur le président, on peut demander beaucoup à un soldat, en particulier de mourir, c'est son métier. On ne peut lui demander de tricher, de se dédire, de se contredire, de mentir, de se renier, de se parjurer »⁵ Ces propos, aucun officier de l'armée française ne les renierait.

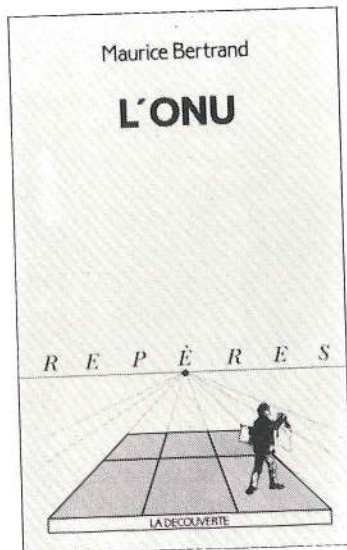
Certes, rien à l'heure actuelle n'annonce un nouveau conflit. Des divergences existent et existeront encore longtemps sur le devenir de l'outil militaire. Mais le risque que ces désaccords dégénèrent en crise ouverte et générale entre civils et militaires paraît extrêmement faible. Cependant l'intrusion des militaires est toujours possible dans les sociétés démocratiques, en cas de chaos politique. Dans une étude très inspirée, vieille d'un quart de siècle, sur « *Les sources du prétorianisme* », Samuel Huntington note qu'il est « fallacieux d'essayer d'expliquer l'intervention politique des militaires en se fondant principalement sur la structure interne de l'organisation militaire ou sur l'origine sociale des officiers responsables de ces interventions »⁶. Selon lui, les causes les plus déterminantes de

l'intervention de l'armée sont d'ordre politique et reflètent d'abord la structure politique et institutionnelle de la société. Les interventions de l'armée dans les États naissants du tiers-monde ne sont que la manifestation spécifique d'un phénomène plus vaste, à savoir la politisation générale des forces sociales, qui intervient en l'absence d'institutions politiques capables de réguler et d'arbitrer les conflits. Les facteurs qui sont à l'origine des interventions militaires dans la politique sont également responsables de l'engagement politique des autres groupes sociaux : « *Chaque groupe emploie les moyens qui reflètent sa nature et ses aptitudes particulières. Les riches pratiquent la corruption ; les étudiants se révoltent ; les ouvriers se mettent en grève ; enfin les militaires font des coups d'État [...] Les techniques de l'intervention militaire sont simplement plus spectaculaires et efficaces que beaucoup d'autres* »⁷.

Autant dire qu'il n'est pas de meilleur rempart contre l'ingérence des militaires dans la politique que la préservation d'institutions politiques solides et démocratiques.

- 1) Claude Leborgne, "Armée et politique : le contenant et le contenu" *Défense nationale*, février 1987.
- 2) Pierre Hassner, "Un chef-d'œuvre en péril : le consensus français sur la défense", *Esprit*, mars 1988.
- 3) *J.O.*, débats Sénat, 8 novembre 1972, p. 1967.
- 4) Cf. Simon Cohen, "Le contrôle parlementaire de la politique de défense nationale et de l'institution militaire en France et aux États-Unis", in *Le Système militaire des États-Unis. Bilan et perspectives*, sous la direction de Lucien Mandeville, Paris, Jean-Pierre Delarge, 1976.
- 5) Laurent Beccaria, *Hélié de Saint-Marc*, Paris, Perrin, 1988, p. 251.
- 6) Samuel Huntington, *Political Order in Changing Societies*, Yale University, 1968. Texte reproduit en français dans Pierre Birnbaum et François Chazel, *Sociologie politique*, t. II, Paris, Armand Colin, coll. U2, 1971.
- 7) *Ibid.*, p. 404.

Notes de lecture



L'ONU

Maurice Bertrand

La Découverte, col. Repères,
Paris, 1994, 124 p.

Spécialiste d'une institution qu'il a longtemps fréquentée, Maurice Bertrand nous donne un très bon outil d'information et de réflexion sur l'ONU. Son texte est dense et de nombreux encadrés aident à suivre la complexité des organes onusiens et les interventions de l'ONU pour la sécurité de la planète de 1946 à aujourd'hui.

Pour expliquer le contraste entre l'image passionnée de l'ONU dans l'opinion et son fonctionnement réel d'organisation « *qui touche à tout mais de façon marginale* », l'auteur dénonce des idées fausses. D'abord celle que ses fondateurs aient tiré les leçons de l'échec de la SDN : ils ne font que renouveler et prolonger une alliance militaire de vainqueurs, ne mettent pas en place un système de négociation et coopération mais une scène de théâtre pour l'affrontement des propagandes des États puissants. Fausse idée aussi, celle que dans le domaine économique, social, humanitaire l'ONU soit « *exagérément politisée, encombrée d'une bureaucratie lourde et coûteuse* » : en réalité le désordre et la multiplicité des organismes et des programmes, l'indifférence des pays riches vis-à-vis du développement suffisent à cacher l'immobilisme sous de

grandes déclarations irréelles. Le surcroît de rôle de l'ONU lors de la fin de la guerre froide (1985-1994) a confirmé ses limites : il ne suffit pas de réformer l'organisation mondiale, il faut la refaire avec une nouvelle constitution, une nouvelle réflexion théorique sur la paix.

Michel Robert

L'ONU, combien de divisions ?

Pierre-Édouard Deldique

préface de Michel Jobert

Éditions Dagorno, Paris, 1994, 144 p., 90 F.

Cet ouvrage sur l'ONU est d'une facture bien différente. L'auteur nous invite à une "visite guidée" au sein du siège new-yorkais de cette organisation bientôt cinquantenaire. Certes au travers de cette visite les questions principales posées par l'organisation de la sécurité mondiale et sa gestion au travers d'une organisation spécifique, sont abordées. Toutefois, il faut bien reconnaître, qu'au-delà de la maîtrise d'une écriture journalistique, vivante, l'auteur nous laisse sur notre faim quant aux enjeux, à l'analyse du rôle de l'ONU... Tout au plus un complément à l'ouvrage de Maurice Bertrand.

Patrice Bouveret

La déchirure Yougoslave

Questions pour l'Europe

Catherine Samary

L'Harmattan, Paris, 1994, 175 p., 90 F.

Pendant que certains négocient à Genève leur ambition de régner par la force sur des territoires "ethniques", le processus de fragmentation de l'ancienne Yougoslavie en États-nations continue.

L'auteur, professeur de sciences économiques à l'université Paris IX, illustre sa problématique au travers du symbole "bosniaque-musulman, croate et serbe" démontrant l'imbrication des

questions nationales, socio-économiques et politiques.

Après avoir brossé un bilan du régime titiste, en empruntant les lunettes nationalistes serbes, croates et slovènes, elle souligne l'impact désagréateur du libéralisme économique et analyse d'une manière multi-causale, la guerre, les coresponsabilités et les dissymétries.

Une lecture indispensable pour cerner les origines du drame des Balkans et essayer de voir clair dans la désastreuse *real-politic* de la communauté internationale qui met de l'huile sur un feu qu'elle voudrait éteindre.

Belkacem Elomari

British, French, and Chinese Nuclear Weapons

Robert S. Norris, Andrew S.
Burrows, Richard W.
Fieldhouse

Westview Press - Natural Resources
Defense Council, Boulder (Colorado-USA) et
Oxford (GB), 1994, 437 p., US\$ 23,50 + port.

Nous attendions ce livre depuis des années ! Cinquième volume d'une collection réalisée par le Natural Resources Defense Council de Washington passant en revue (de détail) les arsenaux des cinq puissances nucléaires.

Cet ouvrage est tout à fait indispensable pour avoir une bonne connaissance de l'état des forces nucléaires de ces trois pays : il s'appuie sur la documentation ouverte officielle et sur une bibliographie récente (y compris les travaux du CDRPC). On saura tout (ou presque) sur les complexes de production, les essais et les diverses générations d'armes nucléaires de chaque État. A lire avec intérêt, les chapitres sur les coopérations anglo-américaines et franco-américaines, les relations nucléaires franco-britanniques et celui sur la Chine avec des informations inédites en France.

Bruno Barrillot



India's Ad Hoc Arsenal.

Direction or drift in defence policy ?

Chris Smith

SIPRI - Oxford University Press
(Walton Street, Oxford OX2 6DP),
Stockholm & Oxford, 1994, 267 p., 25 £

Ce livre présente la politique de défense de l'Inde depuis l'indépendance en 1947. L'Inde a investi de considérables dépenses dans l'équipement de ses forces armées et tout particulièrement pendant les années 80. Selon cette étude, l'Inde est le premier client des vendeurs d'armes au monde pour la période 1988-1992. On trouvera également une présentation de la politique nucléaire de l'Inde et tout particulièrement sa résistance à adhérer au Traité de non-prolifération. L'auteur estime que les chances de faire signer le TNP à l'Inde seraient considérablement améliorées si un accord bilatéral avec le Pakistan pouvait être obtenu sur le modèle de ce qui a été réalisé entre le Brésil et l'Argentine.

Selon Chris Smith, le surarmement de l'Inde s'expliquerait plus par son ambition d'accéder à un statut de grande puissance qu'en raison d'une crainte pour sa sécurité.

B.B.

L'industrie européenne de l'armement

Recherche, développement technologique et reconversion

Pierre De Vestel

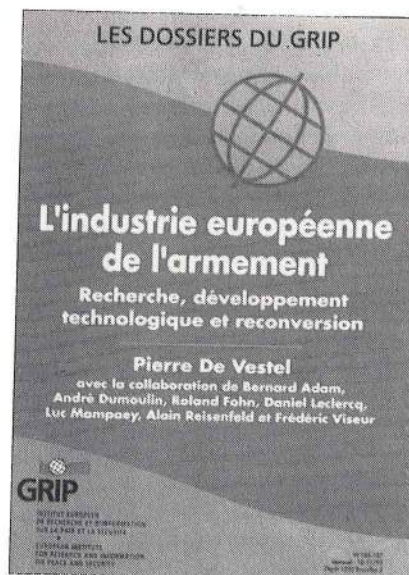
Les dossiers du GRIP, Bruxelles,
1993, 178 p., 110 FF.

44 La disparition de la menace soviétique a guidé la constitution progressive du secteur industriel de défense en Europe. Avec l'aggravation des problèmes socio-économiques des pays européens, la crise de l'industrie militaire devient de plus en plus profonde et touche tous les rouages constitutifs

de cette activité. Son avenir réside dans son intégration dans le tissu industriel global et dans l'europanisation de la sécurité et de défense.

L'étude tente de dégager les conséquences des mutations, d'identifier des solutions selon une méthodologie reposant sur quatre axes :

- recherche et présentation des données statistiques de base de l'industrie de défense en Europe et sur la recherche et développement militaire ;
- conciliation de l'analyse nationale avec la logique et la dimension communautaires ;
- présentation des avis des différents acteurs en présence ;
- enfin, information sur la situation aux États-Unis comme référence utile pour l'Europe.



Ce livre fournit une approche originale et détaillée des moyens d'action de l'Union européenne dans les domaines industriels et technologiques de défense. Il tente aussi de placer les initiatives actuelles et à venir dans la perspective d'une organisation plus rationnelle et mieux contrôlée de cette activité.

B.E.

Grip, 33 rue Van Hoorde
B-1030 Bruxelles - Belgique

European Space Directory

Sevig Press, Paris, 1994, 412 p.

La 9^e édition de cet annuaire attirera l'attention de tous ceux qui s'intéressent au développement des technologies spatiales. On y trouvera rassemblées toutes les données économiques concernant la part de "l'espace" dans le budget de chaque État européen et leur contribution au financement de l'Agence spatiale européenne. Toutes les entreprises et institutions européennes contribuant aux divers programmes spatiaux sont présentées sous forme de fiche technique. En 1993, la France, avec 16 600 emplois "espace" se situe au premier rang européen (43 000 emplois), mais loin derrière l'ex-URSS (600 000 emplois), les États-Unis (350 000 emplois) et la Chine (300 000 emplois).

B.B.

Security and Arms Control in Post-Confrontation Europe

Jenonne Walker

SIPRI - Oxford University Press
(Walton Street, Oxford OX2 6DP),
Stockholm & Oxford, 1994, 182 p.

Ce livre a été écrit par une spécialiste américaine des affaires européennes qui a été par la suite appelée dans l'équipe du président Clinton. Jenonne Walker constate que les problèmes de sécurité en Europe sont passés d'une confrontation militaire entre l'Europe de l'Ouest et l'URSS à des risques de conflits internes à l'ancien bloc de l'Est. Dans ce nouveau contexte, elle examine le rôle qui pourrait être joué par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) pour la prévention des conflits armés intra-étatiques.

B.B.

Le pacifisme en Europe des années 1920 aux années 1950

sous la direction de
Maurice Vaïsse

Editions Bruylant, Bruxelles, 1993, 455 p.

« *L'histoire du pacifisme est en quelque sorte le point de convergence de plusieurs approches méthodologiques ; elle réunit féminisme et marxisme, elle donne de nouveaux aperçus sur l'histoire des relations internationales et l'histoire politique traditionnelle en localisant leur étude dans les mouvements sociaux et les courants intellectuels qui ensemble définissent la politique à un niveau profond.* » Ainsi débute ce livre, première étape européenne d'un nouveau thème qui commence à intéresser les historiens, notamment anglo-américains et allemands. Cet ouvrage est passionnant par ses approches croisées de la mouvance pacifiste, celle des Allemands, des Italiens, des Belges ou des Français, comme celle des instituteurs ou des communistes... Tout pacifisme est-il par nature impuissant ? s'interroge Maurice Vaïsse terminant sa conclusion titrée "Pour une histoire comparée des pacifismes européens" par ces mots de Montherlant : « *Il ne s'agit pas de proclamer la paix. Il s'agit d'être assez fort pour imposer la paix à ceux qui veulent la guerre.* » Un livre, prélude d'une collection, que les pacifistes ne manqueront pas de lire.

B.B.

Jean Gauchon. Le roman d'un pacifiste

Albert Ratz

Le Cherche-Midi, Paris, 1994, 228 p., 120 F.

Itinéraire d'un pacifiste qui fut le secrétaire de l'Union Pacifiste de France. Laissons la plume à Théodore Monod qui signe la courte préface de ce livre : « *La cause du pacifisme et de la non-violence continue à susciter de nobles personnalités animées de convictions profondes et prêtes à se consacrer entièrement à la cause à laquelle elles ont décidé de donner*

leur vie. Le souvenir exemplaire de notre ami Jean Gauchon méritait donc de se voir évoqué par la présente biographie à la fois témoignage de gratitude envers le disparu et solennel appel à tous ceux qui entendent arracher l'homme à son amour maudit de la guerre. »

La guerre et la foi De la mort à la mémoire 1914-1930

Annette Becker

Armand Colin, coll. U, Paris, 1994, 142 p.

Chrétiens dans la première guerre mondiale

sous la direction de
Nadine-Josette Chaline

Editions du Cerf, Paris, 1993, 207 p., 135 F.

L'histoire des mentalités est à la mode. A l'heure où disparaissent les derniers témoins des années 14-18, où foi et pratique religieuse du début du siècle ne sont plus que lointain souvenir, les universitaires ont entrepris d'explorer "culture de guerre" et "religion de guerre".

En quoi, croyances ou superstitions, églises ou aumôniers du front ont-ils contribué à la mobilisation patriotique de 1914 et au maintien de l'esprit de sacrifice dans l'horreur des combats meurtriers ? Comment passe-t-on de la mort affrontée au culte des morts et du souvenir ? Que signifient les commémorations des années 20 ?

L'ouvrage d'Annette Becker est convaincant. Il met en place les thèmes : croire en la patrie, la victoire et Dieu pour accepter de mourir en martyr ; trouver des intercesseurs, Jeanne d'Arc, Thérèse de Lisieux et le Sacré-Cœur ; assumer la dette du souvenir pour une génération perdue dont les survivants sont marqués pour toujours.

Les communications réunies par Nadine-Josette Chaline à partir des Journées d'Amiens et Péronne (1992) sont plus inégales ; elles ouvrent des

pistes de l'itinéraire d'une conversion nationale patriotique (Henri Ghéon) à l'étude des vitraux commémoratifs de l'après-guerre, annonçant une histoire culturelle comparée des peuples dans le premier conflit mondial de ce siècle.

M.R.

L'Église et la guerre De la Bible à l'ère atomique

Georges Minois

Fayard, Paris, 1994, 160 F.

C'est l'histoire d'une très longue impuissance que relate Georges Minois. De saint Augustin à 1945, l'Église institution est engluée dans ses contradictions : un discours théorique organisant une théologie de la guerre — guerre sainte, guerre juste, droit de la guerre — des situations réelles de compromis avec les empereurs et souverains territoriaux, princes et rois "chrétiens" où tout et son contraire peuvent trouver justification !

Du Ve au XI^e siècle, la doctrine de l'Église la plus hostile à la guerre a une efficacité dérisoire ; le retour de l'idée de guerre sainte, seule guerre légitime nourrit les croisades, le fanatisme de saint Bernard fusionnant combat spirituel et lutte contre l'infidèle avant de laisser place aux guerres légitimes entre chrétiens ; elles annoncent la capitulation des clergés face aux nationalismes où des églises ennemies s'affrontent jusqu'au carnage de 1914-1918.

Depuis, une lente prise de conscience se fait, conduisant — avec prudence — à la mise en chantier d'une théologie de la paix, mais l'autorité internationale de la papauté est devenue faible. La déclaration de Jean-Paul II : « *l'idée même de guerre sainte est incompatible avec la foi* » (4 mars 1991), passe inaperçue, une problématique d'élimination de la guerre s'appuie sur le renforcement du rôle de l'ONU, un ordre international fondé sur la justice et la liberté, le désarmement et l'aide au tiers-monde. Ni les fidèles ni l'opinion ne l'entendent vraiment.

M.R.



Géopolitique de l'orthodoxie

François Thual

Dunod/IRIS, Paris, 1993, 127 p.

Ce petit livre — certainement schématique — s'interroge sur ce que son auteur appelle « *le retour du refoulé* ». Même après 75 ans de propagande et d'actions antireligieuses, il est difficile de se débarrasser de la religion et de tout l'imaginaire collectif qu'elle peut véhiculer. Faisant le tour de l'orthodoxie, François Thual constate que la renaissance religieuse de la Russie, se développe selon les axes traditionnels de la pensée orthodoxe russe : une grande méfiance vis-à-vis de l'Occident, et notamment de l'Église catholique, un retour au rôle de la vérité nationale, un retour au mythe de la Russie protégeant l'Europe de la montée islamique et de la Russie prête à se sacrifier pour empêcher l'islam de submerger la chrétienté. La religion n'est pas un facteur secondaire des relations internationales, c'est un facteur à part entière du savoir géopolitique.

B.B.

L'Occident et la guerre contre les Arabes

Réflexions sur la guerre
du Golfe et le nouvel ordre
mondial

René Berthier

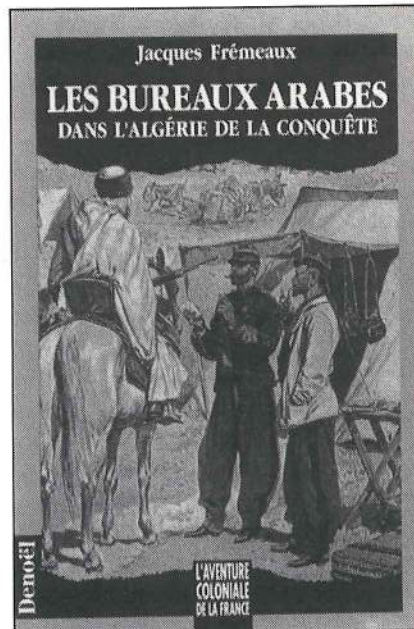
L'Harmattan, Paris, 1994, 187 p., 110 F.

L'intervention américaine a dépassé en proportion tout ce qui pouvait être raisonnablement attendu pour obtenir l'évacuation du Koweït. L'auteur se demande si la crise dramatique de l'économie américaine a été déterminante dans le déclenchement de la guerre. Pourquoi les États-Unis se sont-ils catégoriquement opposés à une solution négociée arabe au conflit ? A partir de ces questions, René Berthier livre une réflexion sur l'enjeu vital que constitue, pour les métropoles industrielles, le maintien du Moyen-Orient dans un état de dépen-

dance économique et politique. Il souligne les contradictions internes au sein du monde arabe. Il élargit le champ de sa réflexion en mettant en relief les mécanismes généraux de domination du tiers-monde par les grandes puissances industrielles, et notamment le rôle joué par les institutions internationales d'aide au tiers-monde.

Enfin, l'auteur s'interroge sur les moyens d'action contre la politique de prédation menée par l'impérialisme. En effet, c'est un sujet qui mérite d'être développé au moment où se dessinent les formes d'un nouvel ordre mondial.

B.E.



Histoire de l'Algérie depuis l'indépendance

Benjamin Stora

La Découverte, collection Repères,
Paris, 1994, 122 p.

Les bureaux arabes dans l'Algérie de la conquête

Jacques Frémeaux

Denoël, Paris, 1993, 311 p., 165 F.

Benjamin Stora achève son histoire de l'Algérie depuis 1930 — premier volume *Histoire de l'Algérie coloniale 1830-1954*, deuxième *Histoire de la guerre d'Algérie* — par une fort intéressante mise en perspective de trente années d'indépendance retrouvée. On

voit comment l'Algérie du FLN affirme son unité autour des chefs de "l'armée des frontières" de Houari Boumediène par une stratégie de rupture avec le colonialisme, exaltant héros, martyrs et victimes de la guerre de libération, choisissant le développement socialiste fondé sur les industries et les hydrocarbures, prenant la tête du tiers-monde à l'extérieur.

On assiste, à travers les années 80, à la dérive du système : sur fond de démographie incontrôlée renouvelant une population qui triple de 1962 à 1993, l'échec économique et l'envolée de la dette nourrissant la crise sociale, remettant en cause le modèle nationaliste arabe. Des émeutes d'octobre 1988 à la violence d'aujourd'hui, le pôle FLN — toujours plus identifié à la sécurité militaire —, le pôle démocratique et le mouvement islamique engageant une confrontation dont l'enjeu est la définition d'une nouvelle identité et une relecture de l'histoire ; pour le FIS, il assoit son action politique sur la religion musulmane comprise d'abord comme le retour aux traditions d'une nation mythique, détruite par l'arrivée des français.

C'est précisément de la conquête par les Français que traite Jacques Frémeaux. Explorant un riche fonds d'archives, dépouillé pour une thèse, il donne un tableau de la province d'Alger entre la défaite d'Abdel Kader et l'occupation de la Kabylie (1857) sous l'autorité des bureaux arabes. Cette institution militaire voulue par Bugeaud (1844) pacifie avec peu de moyens régions montagneuses et plaines intérieures. Le souci des officiers des bureaux est d'abord policier et politique, leur méfiance est certaine vis-à-vis des autorités traditionnelles de l'islam accusées de fomenter les révoltes ; cependant la qualité des officiers leur permet d'assurer peu à peu leur autorité dans tous les domaines — économie, justice, santé ou instruction — avant de devenir les "bêtes noires" des colons leur reprochant de faire obstacle à leurs entreprises en se faisant "les défenseurs des indigènes". Une illustration des contradictions de la colonisation en marche.

M.R.

La bataille de l'eau au Proche-Orient

Christian Chesnot

L'Harmattan, Paris, 1993, 222 p., 130 F.

« *Le prochain conflit dans la région du Proche-Orient portera sur la question de l'eau [...] L'eau deviendra une ressource plus précieuse que le pétrole.* » Ce sombre pronostic émis par le Secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, résonne à présent dans la bouche de tous les experts. En effet tous les éléments susceptibles de provoquer une déflagration sans précédent sont en place. Désormais tout le monde en convient : la question de l'eau est devenue l'un des enjeux géopolitiques cruciaux pour l'avenir de cette région déjà hautement instable. L'auteur brosse un état des lieux de la région et analyse sous divers aspects les enjeux stratégiques de l'eau au Proche-Orient. Tableaux et chiffres à l'appui, il tente de démontrer que la paix se gagnera largement par un partage équitable des ressources hydrauliques. Il est indispensable de chercher à comprendre ce qui se passe car le destin de cette région nous concerne directement : outre les liens religieux, culturels et politiques que l'histoire a tissés entre nous, les bouleversements constants qui la secouent affectent gravement nos ressources énergétiques, nos équilibres économiques et même notre sécurité. C'est pour cela que, loin des rigidités idéologiques et conceptions *a priori*, cet ouvrage entend contribuer à rendre plus intelligibles ces réalités apparemment insaisissables.

B.E.

La Chine en 1993 au fil des jours

Jacques de Goldfiem

Centre d'Informations politiques économiques et sociales sur la Chine (CIPESC), Arrandon, 1994, 234 p., 118 F.

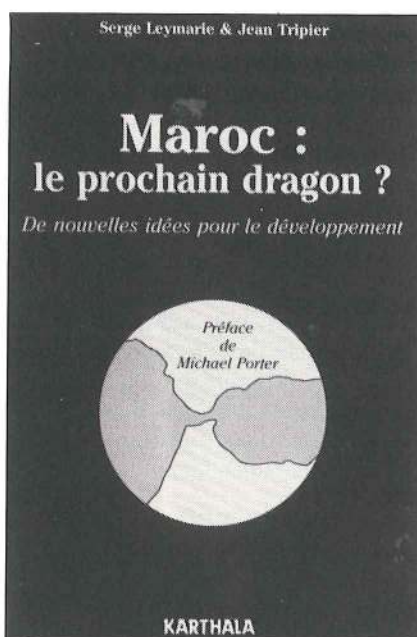
Ce livre est en fait une chronologie au jour le jour sur la Chine mais dont tout l'intérêt réside dans ses index : politique intérieure, politique extérieu-

re, personnalités chinoise, géographie. Environ 200 entrées pour mieux comprendre les évolutions d'une Chine qui entre à grande vitesse dans les relations commerciales internationales.

Un regret : cet ouvrage, sans cartes ni tableaux, manque de données synthétiques et globales sur la Chine qui permettraient de situer l'année 1993 dans son contexte géographique, économique, social et politique.

B.B.

CIPESC, 57, Parc Quibias, 56610 Arrandon



Maroc : le prochain dragon ?

De nouvelles idées pour le développement

Serge Leymarie & Jean Triplier

Karthala, Paris, 1993, 230 p., 130 F.

Le Maroc est confronté à de nouvelles règles du jeu avec une économie qui repose traditionnellement sur les ressources naturelles, une politique interventionniste, un penchant pour le contrôle de l'État sur certaines entreprises industrielles, une économie longtemps isolée de la concurrence mondiale. Cependant les réformes lancées en 1983 ont inauguré un processus de restructuration économique en restaurant un environnement macro-économique sain, qui constitue une étape-clé de tout développement. Les défis à relever sont nombreux, pour

permettre à l'économie marocaine d'être compétitive et augmenter le niveau de vie des habitants du royaume chérifien.

Cette étude, conduite par deux étudiants de Harvard Business School évalue la position compétitive de l'économie marocaine et fait des recommandations visant à l'améliorer. Car les faits sont là : le Maroc, aux portes de l'Europe, dispose de sérieux atouts pour être la révélation de cette fin de siècle. C'est aussi par le Maroc que passe l'espoir d'une coopération Nord-Sud rénovée en Méditerranée.

B.E.

Les trois guerres d'Indochine

Gilles Férier

Presses universitaires de Lyon, coll. Conflits contemporains, 1994, 171 p., 88 F.

Une nouvelle collection aux ambitions intéressantes : éclairer les bouleversements du XX^e siècle pour mieux comprendre l'avenir.

Malheureusement, l'ouvrage sur les guerres d'Indochine ne tient pas cet objectif : ni le terrain, ni les enjeux, ni les évolutions ne peuvent être comprises par un lecteur moyen. Le plan choisi suppose connus et bien ordonnés les événements principaux notamment sur la période 1940-1954, celle de la guerre "française". Les sources utilisées sur la guerre du Vietnam sont insuffisantes — principal ouvrage cité William Colby spécialiste de la CIA ; les correspondants du journal *Le Monde* son plus mis à contribution que Neil Sheehan et son *Innocence perdue*...

La partie la mieux venue est donc la plus proche, celle des conflits du Cambodge mais l'ensemble souffre d'une écriture souvent affligeante et est davantage un collage de textes qu'une introduction historique sérieuse aux problèmes du vingtième siècle dans cette région du monde.

M.R.



Histoire de la nation roumaine

Catherine Durandin

Complexe, Questions au XXe S.,
Bruxelles, 1994, 167 p.

La connaissance de la Roumanie est liée aux événements de Timisoara en décembre 1989 qui marquèrent la fin du régime Ceausescu. Un faisceau d'images s'est développé mais, avec le temps qui passe, la mémoire se réduit et il reste un climat d'ombres. La Roumanie appartient à un espace européen, celui de l'orthodoxie, celui de l'histoire des périphéries russes et soviétiques. Aujourd'hui, ce pays que les Occidentaux tendent à réprover comme "menteur" opte globalement pour un choix de modernité qui le pousse vers l'Europe occidentale. L'auteur retrace dans ce livre l'histoire de la grande Roumanie, les mutations démocratiques, le pouvoir absolu de la famille Ceausescu, la crise sociale et enfin l'ère d'Iliescu et le temps des frustrations. Le propos de ce livre est de suivre la formation et le développement, au cours des XIX^e et XX^e siècles, d'un nationalisme des confins de l'Europe.

B.E.

L'Europe et la crise de Cuba

sous la direction de
Maurice Vaisse

Armand Colin, Paris, 1993, 256 p.

Trente ans après son déroulement (octobre 1962) l'histoire de la crise de Cuba reste mal connue. Une douzaine de spécialistes internationaux ont tenu colloque à Paris pour éclaircir certains aspects de cet événement majeur de la guerre froide, sous les auspices du GEFHAN (Groupement d'études français sur l'histoire de l'armement nucléaire).

L'ouverture progressive des archives américaines et soviétiques confirme que le triomphe apparent de Kennedy dans la gestion de cette crise est largement mythique : on sait qu'il y a eu marchandage secret, retrait des fusées soviétiques de Cuba — démontage des missiles américains Jupiter

déployés depuis 1960 en Italie et Turquie ; on ignore plus que l'après-crise débouche sur l'armistice nucléaire de 1963 et sur le renforcement de la course aux armements stratégiques des deux Grands.

L'essentiel du colloque est toutefois consacré au silence de l'Europe et aux réactions des gouvernements anglais, français, allemands (Adenauer), italiens et turcs face à l'information donnée par Washington aux diverses étapes de la crise. La manière dont les États-Unis font cavalier seul explique bien des malentendus transatlantiques qui vont suivre : le Royaume-Uni accepte de moderniser sa force nucléaire — en 1962 aussi puissante que celle de l'URSS — avec l'aide américaine ; Charles de Gaulle s'y refuse pour construire sa force de dissuasion ; les Italiens attendent de leur souplesse des avantages multiples et les Turcs sont amers d'avoir été tenus à l'écart de l'information sur le retrait des Jupiter. Il faudra attendre les années 80 pour que de nouveaux euromissiles se déploient dans les pays de l'OTAN, dans une Europe restée faible militairement et politiquement.

M.R.

Atlas des énergies pour un monde vivable

Benjamin Dessus

Syros, Paris, 1994, 141 p., 185 F.

Ce document, ainsi que l'écrit Edgar Pisani dans la préface, « a pour objet de faire connaître au plus grand nombre les données acquises et les questions ouvertes que l'on constate ou que l'on rencontre dès lors qu'on étudie d'un peu près le domaine des énergies. Mais aller à la rencontre du public pour lui exposer les réalités, les enjeux, les alternatives, c'est abandonner le langage des spécialistes. C'est échapper à la logique des initiés. C'est revenir aux sources et construire des raisonnements accessibles... ». Ce livre tombe à point au moment où le gouvernement nous promet pour bientôt un "grand débat sur l'énergie".

Écartant le scénario "Laisser-faire" (qui nous promet pour 2060, le doublement de la concentration de gaz carbonique dans l'atmosphère et 40

fois plus de déchets nucléaires à longue durée de vie), l'auteur présente le scénario Noé de "développement énergétique soutenable" qui prévoit entre autre la fin du nucléaire et l'ère du solaire. Un ouvrage stimulant.

Bruno Barrillot

Atlas du Vietnam

Vu Tu Lap - Christian Taillard

Reclus/La Documentation française,
Paris, 1994, 423 p. 320 F.

Cet atlas qui fait appel à toutes les techniques modernes de la cartographie est original : le texte est écrit en trois langues : français, anglais et vietnamien et sa présentation est tout à fait remarquable. Le Vietnam sort d'une longue période de fermeture et se trouve confronté aujourd'hui à un double défi : réussir la transition d'une économie centralisée à une économie ouverte sur le marché international et rattraper son retard sur tous les "dragons" (anciens et nouveaux) de l'Asie du Sud-Est. Cet atlas déclare avoir pour objectif d'aider les acteurs du développement (acteurs intérieurs comme partenaires étrangers — d'où les trois langues utilisées) à relever ce double défi.

B.B.

L'état de la France 94-95

La Découverte, Paris, 1994, 638 p., 155 F.

On ne présente plus cette excellente collection de La Découverte. Les lecteurs de *Damoclès* liront avec intérêt la dernière partie de l'ouvrage avec une contribution de Jean Guisnel, "L'exception militaire française" et celle de Guy Labertit, "La France et les pays du Sud. Les paroles et les actes." Le chapitre sur les DOM-TOM s'intitule curieusement « les possessions d'outre-mer » rappelant ainsi crûment que ces terres hors hexagone restent les vestiges d'un empire colonial. Les commentaires développent d'ailleurs ce titre en attirant l'attention sur l'accroissement de la "dépendance" des DOM-TOM à l'égard de la Métropole.

On ne peut tout dire ! mais un chapitre sur l'impact de l'industrie d'armement dans l'appareil productif français serait bienvenu dans ce tour d'horizon magistral sur l'Hexagone.

B.B.

Social Indicators of Development 1994

Banque mondiale, Washington, 1994, 410 p., US\$ 24,95

Global Economic Prospects and the Developing Countries

Banque mondiale, Washington, 1994, 95 p.

The World Bank Atlas 1994

Banque mondiale, Washington, 1994, 36 p.

Comme chaque année, la Banque mondiale vient de publier un état économique et social de 192 pays. On y trouvera cette année des données — bien que partielles — sur de nouveaux pays : les États issus du démantèlement de l'ex-Yougoslavie, la République Tchèque, la Slovaquie, les Iles Marshall et la Fédération des États de Micronésie. Ressources humaines et naturelles (taux de déforestation, par exemple), consommation d'énergie, investissements de santé et accès aux soins des populations et de nombreux autres critères sont quantifiés et même comparés à la moyenne régionale.

Dans *Global Economics Prospects*, apparaissent les dramatiques disparités du développement entre les pays du sud. D'un côté quelques États du Sud-est asiatique sont en train de rejoindre les standards des pays riches tandis que ceux de l'Afrique sub-saharienne sont en passe de s'enfoncer plus encore dans le marasme économique.

L'*Atlas de la Banque mondiale* actualise et visualise les principales données sur 207 pays et territoires concernant la population, l'économie et l'environnement. Bien que le titre soit en anglais, les commentaires de la cartographie sont également en français et en espagnol.

B.B.

Coopération pour le développement

L'aide en transition Rapport 1993

Alexander R. Love

OCDE, Paris, 1994, 250 p.

Ce rapport de l'OCDE, dans une présentation renouvelée et très pédagogique, présente l'état de l'aide aux pays en développement par les États membres de l'OCDE. Le nouveau contexte mondial incite l'organisme international à proposer une réforme de l'aide publique au développement qui permette « d'assurer la sécurité ». Ainsi, cet ouvrage recommande que l'aide aux pays d'Europe de l'Est et aux nouveaux États industrialisés ne se fasse pas au détriment du Sud. « *Les donateurs devraient par ailleurs faire une plus large part aux priorités du développement humain en axant leur aide sur des secteurs qui contribuent directement à améliorer l'aptitude des populations locales à s'intégrer à des activités de développement participatif...* »

La somme d'informations contenues dans ce livre se révélera fort utile pour mettre en parallèle les données d'autres annuaires sur les dépenses militaires et la montée de la militarisation dans certaines zones du monde.

B.B.

Nous entrerons dans la carrière De la Résistance à l'exercice du pouvoir

Olivier Wieworka

Seuil, Paris, 1994, 459 p., 160 F.

Un projet ambitieux : faire l'analyse de l'héritage de la Résistance dans la vie politique française, du rôle des années de l'occupation et de la libération dans la construction de la mémoire française.

Une réalisation plus soignée d'écho médiatique que d'élaboration scientifique. Les quatorze entretiens de "grands témoins" pour grand public

présentés ici ne nous apprennent pas grand chose sur la période 1944-1990. Le questionnaire simpliste auquel se prêtent des personnalités importantes de la vie politique française, de leur engagement dans la résistance au soir de leur existence, révèle surtout le contraste des tempéraments : ceux, rigides de Gaston Plissonnier, Pierre-Henri Teitgen ou Michel Debré ; ceux ouverts de Georges Séguy, Christian Pineau ou Claude Bourdet ; Chaban-Delmas et Mitterrand se contentant de poser pour leur image "historique".

On s'étonne que les éditions du Seuil se soient laissées aller à ce genre d'entreprise très éloignée du *Syndrome de Vichy* d'Henry Rousso, réalisation exemplaire dont elle se voudrait le pendant...

M.R.

L'emprise militaire : un psy dans l'armée

Anne-Dominique Grange

Marseille, Hommes et perspectives-
Le journal des psychologues (cours Gouffé
BP 38 13448 Marseille Cantini Cedex 06),
1992, 235 p. 140 F

Ce livre découvre un sujet rarement abordé, d'autant plus intéressant qu'il s'appuie sur une pratique de 10 ans de l'auteur, psychologue clinicienne des hôpitaux du Service de Santé des Armées. En liminaire, Anne-Dominique Grange s'interroge : « *Que faut-il comprendre d'une sorte de nécessité à ce que les sujets de ces groupements n'aient en quelque sorte pas les mêmes droits que chaque citoyen ?... On a du mal à imaginer que puisse cohabiter la liberté que nécessite les professions psys et la contrainte qu'impose un règlement militaire.* » Bien que l'auteur décrive de nombreux comportements de "la psychiatrie militaire au quotidien", elle écrit quelques pages éclairantes sur le discours militaire dont le fonctionnement s'appuie sur "la pulsion de mort".

B.B.



Livres reçus

Guerre et contre-guerre. Survivre à l'aube du XXI^e siècle, d'Alvin et Heidi Toffler, Paris, Fayard, 1994, 432 p., 145 F

Utilisation d'instruments économiques pour la protection de l'environnement dans les pays en développement, Paris, OCDE, 1993, 123 p.

Le bunker. Vingt ans de relations franco-soviétiques, de Bernard Lecomte, Paris, Jean-Claude Lattès, 1994, 299 p., 139 F

Central and Eastern Europe. The Challenge of Transition, de Regina Codent Karp, Stockholm & Oxford, SIPRI - Oxford University Press, Walton Street, Oxford OX2 6DP, 1994, 322 p., 30 £

La France et sa défense de Jacques Baumel et Jean-Paul Pigasse, Paris, Éditions de Forgues, 1994, 224 p., 85 F

Livre noir sur la défense, de Pierre-Marie Gallois, Paris, Payot, 146 p., 85 F

L'épuration dans l'administration française, de François Rouquet, Paris, Éditions du CNRS, 1993, 303 p., 155 F

From Polaris to Trident : the Development of US Fleet Ballistic Missile Technology, de Graham Spinardi, Cambridge University Press, 1994, 253 p., 35 £

Le réveil des nationalismes français, de Gilles Martinet, Paris, Éditions du Seuil, 1994, 142 p., 79 F

Délit d'humanité. L'affaire Grüniger, de Stepfan Keller, Lausanne, Éditions d'En-Bas, 1994, 228 p., 112 FF

Tableau de bord de la planète. Environnement, économie, société, du Worldwatch Institute, Paris, La Découverte, collection Repères, 1993, 125 p.

L'épreuve d'histoire-géographie au brevet des collèges, de Christian Hocq et Michel Robert, Paris, Armand Colin, 1994, 184 p. : un petit ouvrage très utile aux jeunes potaches auquel notre collaborateur Michel Robert a activement participé.

A travers les revues

Peuples en marche

Le numéro de juin a pour thème central : Mexique, la société ébranlée. Un mensuel publié par Peuples solidaires et Terre des hommes-France. Abonnement annuel : 160 F.
10 rue Lanterne 69001 Lyon

Institut Kurde de Bruxelles - mars 1994

Une information indépendante et des dossiers de presse sur le problème kurde par un organisme subventionné par le ministère de la Culture belge. Bulletin trimestriel d'information. Abonnement annuel 400 francs belges
4, rue Bonneels B-1040 Bruxelles

Le Trimestre du monde - 2^e trimestre 1994

Un entretien d'Alain Minc. Penser l'après-guerre froide. Une étude d'événements : de l'Irak à la Corée du Nord : la nouvelle prolifération nucléaire. Un dossier sur la francophonie. Une publication de l'Observatoire des relations internationales de l'université Paris V. Abonnement annuel (4 n°) : 210 F.
ORI, Université Descartes, 10 avenue Pierre Larousse 92241 Malakoff Cedex

Les Cahiers Verts

La reconversion de l'industrie d'armement dans les pays de la Communauté Européenne. Compte-rendu d'un colloque organisé à Strasbourg par le Groupe des Verts au Parlement européen les 24 et 25 juin 1993.
Verts Europe 288, boulevard Saint-Germain 75007 Paris

Silence, écologie, alternatives, non-violence

Thème principal du n° 178 (juin 1994) : Comment démilitariser ? avec des articles de René Cruse, Xavier Guigue, Patrice Bouveret, François Brocquet et Jacques Muller. Abonnement annuel : 190 F.
4, rue Bodin 69001 Lyon

Le Journal des Objecteurs

Au sommaire du numéro 130 (mai 1994) : Soutien aux déserteurs en ex-Yougoslavie. Abonnement annuel : 140 F.
26, place Monprofit 49100 Angers

Publications de l'UNIDIR (Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement)

- *La lettre de l'UNIDIR* n° 24 (12/93) : Maintien, construction et imposition de la paix.
- *Vérification du désarmement ou de la limitation des armements : instruments, négociations, propositions* (sous la direction de Serge Sur), mars 1994.

Abonnements : Section des ventes, Palais des Nations CH - 1211 Genève 10 Suisse

Complétez votre collection de Damoclès

— <i>Les enfants et la guerre</i> n° 35 - nov./déc. 1988 - 36 p. — épuisé.	20 F	— <i>La conscription : une institution en retard d'une guerre</i> n° 50 - octobre/novembre 1991 - 36 p.	25 F
— <i>Les enfants et la guerre</i> (2 ^e partie) n° 36 - jan./fév. 1989 - 36 p.	20 F	— <i>Budget militaire 1992 : la France championne toutes catégories</i> n° 51 - décembre/janvier 1992 - 36 p.	25 F
— <i>Le nouveau PAF : paysage de l'armement français</i> n° 37 - mars/avril 1989 - 36 p.	20 F	— <i>Nouvelles menaces vieux démons</i> <i>Actes du colloque du 25 mai 1991</i> octobre 1991 - 48 p.	55 F
— <i>Actes du Colloque "Défense de l'Europe ou défense européenne"</i> juin 1989 - 92 pages en co-édition avec <i>Alerte atomique (MDPI)</i>	55 F	— <i>Guide des forces nucléaires</i> janvier 1992 - 68 p.	55 F
— <i>Les essais nucléaires français 1960-1988</i> juin 1989 - 36 pages en co-édition avec <i>Greenpeace</i>	35 F	— <i>Paix et environnement</i> n° 52 - février/mars 1992 - 36 p.	25 F
— <i>Une Suisse sans armée ?</i> n° 40 - sept./oct. 1989 - 40 p.	20 F	— <i>L'Europe des marchands d'armes</i> n° 53 - avril/mai 1992 - 36 p.	25 F
— <i>L'état de la militarisation en France 1990</i> n° 41 - nov./déc. 1989 - 36 p.	20 F	— <i>La reconversion des industries d'armement</i> n° 54 - juin/septembre 1992 - 36 p.	25 F
— <i>Essais nucléaires : une année décisive & Palestine : le temps de la paix ?</i> n° 42 - janv./fév. 1990 - 36 p.	20 F	— <i>La loi de programmation militaire 92-94</i> n° 55 - octobre/novembre 1992 - 36 p.	25 F
— <i>Nouvelle donne : le défi de la paix</i> n° 43 - avril/mai 1990 - 36 p.	20 F	— <i>Quelle autonomie stratégique pour la France ? Intervenir ou non en ex-Yougoslavie ?</i> n° 56 - décembre/janvier 1993 - 36 p.	25 F
— <i>Armement nucléaire et chimique : quel contrôle ?</i> n° 44 - juin/août 1990 - 44 p.	20 F	— <i>Quelle ONU, pour quelle Paix ?</i> n° 57 - 2 ^{ème} trimestre 1993 - 52 p.	40 F
— <i>Golfe : la nouveau paysage international & Essais nucléaires : les mécanismes de la désinformation</i> n° 45 - sept./oct. 1990 - 36 p.	20 F	— <i>France-Afrique : Quelle coopération militaire ?</i> n° 58 - 3 ^{ème} trimestre 1993 - 44 p.	40 F
— <i>Témoignages. Essais nucléaires français : des Polynésiens prennent la parole</i> novembre 1990 - 76 pages, en co-édition avec <i>Greenpeace</i>	45 F	— <i>Livre blanc, budget militaire 1994...</i> n° 59 - 4 ^{ème} trimestre 1993 - 52 p.	40 F
— <i>Guerre du Golfe : le prix de la paix</i> n° 46 - nov. 90/janv. 91 - 36 p.	20 F	— <i>Les déchets nucléaires militaires français</i> n° 60 - 1 ^{er} trimestre 1994 - 52 p.	40 F
— <i>Budget 1991, le poids des chiffres</i> n° 47 - fév./mars/avril 1991 - 36 p.	20 F		
— <i>Médias : l'over-Golfe</i> n° 48/49 - été 1991 - 56 p.	30 F		

(Prix indiqués TVA incluse (2,10%) et port compris)
Les numéros épuisés sont disponibles aux mêmes conditions en photocopie

A commander à : **Damoclès**, BP 1021 69201 Lyon Cedex 01
Chèques à l'ordre du **CDRPC**, CCP Lyon 3305 96 S

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement

4 numéros (un an) :
France : 160 FF
Europe : 200 FF
Autres pays : 220 FF
 Etudiants, chômeurs,
 tarif réduit : **120 FF**
Soutien à partir de 250 FF
 Abonnements groupés :
 3 exemplaires : **450 FF**
 5 exemplaires : **650 FF**
 TVA (2,10%) incluse

Nom

Prénom

Adresse

.....

Code postal

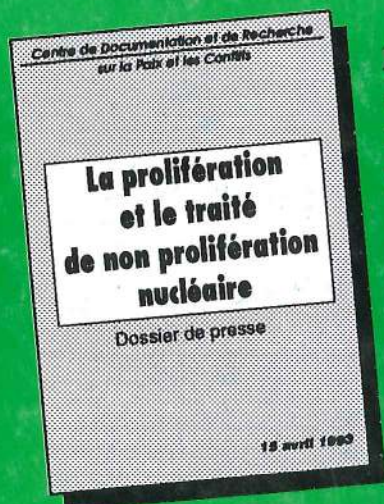
Tél.

S'abonne à Damoclès à partir du n° :

Chèque à l'ordre du CDRPC, CCP Lyon 3305 96 S

A renvoyer à Damoclès, B.P. 1027, 69201 Lyon Cedex 01

NOUVEAU



Le CDRPC vient de constituer un dossier de presse (articles en français) sur la prolifération nucléaire. A quelques mois du renouvellement du traité de non-prolifération (1995), les documents contenus dans ce dossier permettront de mieux apprécier les enjeux et les risques de la prolifération.

On y trouvera le texte du traité et les signataires, les éléments du débat préparatoire à 1995, l'étendue de la prolifération par pays, d'Israël à l'Algérie, de la Libye à l'Iran en passant par l'Inde et le Pakistan et les nouveaux Etats de la CEI.

Un dossier de plus de 100 pages, relié spirale

Coût port compris : 150 F

Informier et agir pour la paix

Le CDRPC a pour objectif de diffuser l'information et de participer à des actions de recherche et de formation sur les questions de paix et de guerre, de désarmement et de militarisation.

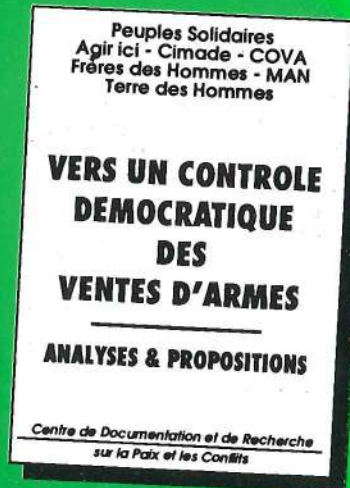
Les études du CDRPC constituent des moyens d'information uniques et indispensables à qui veut comprendre les mécanismes de la militarisation et agir en connaissance de cause pour le désarmement.



LES ÉTUDES DU CDRPC

Etude réalisée
en mars 1991
62 p., 60 F
(port compris)

Etude réalisée
en mai 1991
51 p., 60 F
(port compris)



Etude réalisée
en septembre 1991
74 p., 70 F
(port compris)



A commander au **C.D.R.P.C.** B.P. 1027 — 69201 Lyon Cedex 01

Chèques à l'ordre du CDRPC : CCP Lyon 3305 96 5